

## COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 20 novembre 1997

---

**Présents:**

madame

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

**Section française:**

monsieur BERTOUILLE, vice-président

messieurs LURQUIN et MOORAT,

membres effectifs

monsieur CARETTE, membre suppléant

**Section néerlandaise:**

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs MEEUS, VAN BUYTEN et

VANDENBOSSCHE, membres effectifs

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration

monsieur VAN SANTEN, directeur

d'administration - adjoint bilingue

---

**29.305/I/PN**  
**JJP/RV**

Par lettre du 4 novembre 1997, madame M. De Galan, ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL) au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1996 fixant les cadres linguistiques de l'administration centrale de l'Institut national d'Assurances Maladie-Invalidité (INAMI).

Le projet d'arrêté royal procède d'une extension du cadre organique (approuvée par les ministres de la Fonction publique et du Budget en date du 4 juin 1997, et publiée au MB du 31 octobre 1997).

Les organisations syndicales reconnues à l'Institut ont été consultées au sujet de ce projet, conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des LLC, la C.P.C.L. a examiné ce projet d'arrêté royal en sa séance du 20 novembre 1997, et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*  
\* \*

Le ministre propose de répartir les emplois des degrés 4 et 5 de la manière suivante:

Degrés	Cadre	
	F	N
4	42	49
5	33	38

La modification de l'arrêté relatif aux cadres linguistiques du 12 juin 1996 est la conséquence de l'extension du cadre organique. Cette extension découle de mesures prises en ce qui concerne le contrôle de l'inaptitude au travail.

Le ministre propose de répartir les emplois sur la base des proportions de l'arrêté relatif aux cadres linguistiques existants du 12 juin 1996. Dans cet arrêté, le ministre a repris les proportions proposées par la CPCL dans son avis 27.135 du 4 avril 1996, à savoir 54% N - 46% F.

Eu égard au fait que la CPCL avait consacré un examen approfondi au volume de travail à l'occasion de l'arrêté royal relatif aux cadres linguistiques existants, et vu le fait que l'avis de la CPCL est d'une date récente, la CPCL émet un avis favorable à la proportion proposée par le ministre pour la répartition des emplois.

La CPCL constate, toutefois, qu'aux termes de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 14 septembre 1994, modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1996 *"fixant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, les grades des agents de certains services centraux qui constituent un même degré de la hiérarchie (I)"*, les services peuvent, à titre transitoire, fixer des cadres linguistiques comportant 8 degrés de la hiérarchie, mais ce jusqu'au 31 mai 1997 au plus tard.

Le présent avis est notifié à madame M. De Galan, ministre des Affaires sociales, qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des LLC, est invitée à communiquer à la CPCL la suite qui lui sera réservée.

Copie du présent avis sera notifiée à monsieur le ministre de la Fonction publique.

Fait à Bruxelles, le 20 novembre 1997.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE.

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS